



**Journal des anthropologues**  
Association française des anthropologues

**Hors-série | 2020**  
**Nos terrains c'est la lutte**

---

## Réflexions d'une enseignante en lutte

C. Noûs et alii

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/9277>

DOI : 10.4000/jda.9277

ISSN : 2114-2203

### Éditeur

Association française des anthropologues

### Édition imprimée

Date de publication : 25 juillet 2020

Pagination : 89-100

ISSN : 1156-0428

Distribution électronique Cairn



CHERCHER, REPÉRER, AVANCER.

### Référence électronique

C. Noûs et alii, « Réflexions d'une enseignante en lutte », *Journal des anthropologues* [En ligne], Hors-série | 2020, mis en ligne le 17 juillet 2020, consulté le 23 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/9277> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.9277>

---

## RÉFLEXIONS D'UNE ENSEIGNANTE EN LUTTE

Malika, 52 ans, enseigne l'anglais dans un lycée général de l'Essonne. Très impliquée dans les mobilisations conduites contre les différentes réformes en cours - celles des retraites comme celles sur le baccalauréat et le lycée d'enseignement général et technologique - elle nous fait part de ses réflexions qui éclairent les difficultés et combats de centaines de milliers d'enseignants en France<sup>1</sup>.

### **Quel est ton sentiment sur l'évolution progressive de ta carrière, et par rapport aux mobilisations ?**

Pour les mobilisations, c'est parti pour moi d'une information qui m'est venue des syndicats. Ils nous ont expliqué qu'on aurait une perte au niveau des pensions, une grosse baisse par rapport à nos collègues qui partent à la retraite avec le système actuel. Donc, on a commencé à faire des simulations. Moi, j'ai commencé ma carrière à 24 ans et pas à taux plein. J'ai d'abord fait du temps partiel, ce qui n'est pas pris en compte par l'Éducation nationale, ça il faut le savoir. Au départ, j'étais pas titulaire. Je remplaçais des profs en congés maternité et je commençais seulement début octobre. Je perdais donc un mois. J'étais en CDD, comme maître auxiliaire. Ensuite, j'ai eu des contrats normaux et je suis devenue titulaire. Tout cela fait que ça recule évidemment la date du départ à la retraite et je pense que pour avoir un taux plein, il faudra vraiment partir à 67 ans. Déjà ça, ça fait très peur. Et puis quand on apprend qu'on va perdre entre 400 et 600 euro, ça nous amène à nous mobiliser, à vouloir agir. Et quand je parle d'agir, ce n'est pas seulement pour moi. Je n'ai pas d'enfants mais je pense aux autres, à

---

<sup>1</sup>/ Cet entretien a été mené le 26 février 2020, soit avant l'évolution de la pandémie de coronavirus qui a conduit les autorités politiques à mettre en place le confinement partiel du pays, une situation qui a mis un terme, au moins provisoirement, aux différents mouvements de protestation. Sur les réseaux sociaux, cependant, de nombreux enseignants mobilisés appellent déjà à la poursuite des manifestations, après la levée totale du confinement.

## Réflexions d'une enseignante en lutte

mes neveux, par rapport au système qu'ils veulent nous imposer et qui me paraît injuste.

### **Combien de temps a duré ta période de précarité ?**

Ça a duré 15 ans parce que j'ai attendu de passer le concours. Je suis née en Algérie, du coup je n'avais pas la nationalité française. Et moi, mon objectif au départ c'était d'aller enseigner en Algérie. Je n'avais pas l'intention de vivre en France. Et donc, je me projetais dans cette optique-là. Malheureusement, est arrivée la décennie noire qui m'a empêchée de vivre mon rêve, on va dire, donc j'ai été obligée de rester en France. Et après, un autre problème s'est posé. Moi je ne voulais pas trahir les idées de mon père, parce que mon père était FLN, du coup quand il est décédé, ça a été un peu plus facile. Donc, finalement, j'ai obtenu la nationalité française. J'ai perdu du temps parce qu'on me l'a donnée au bout de trois ans seulement, ça se passe comme ça, même si on a vécu toute sa vie en France. Je n'avais que neuf mois quand je suis arrivée en France. Je l'ai donc eue en 2003, j'ai passé le concours en 2004 et je l'ai eu en 2005. C'est à l'époque de Sarkozy, quand il était ministre de l'intérieur, il n'attribuait pas la nationalité et ne naturalisait pas les gens comme ça.

### **Quand tu parles de ton père, tu fais allusion à ton sentiment de loyauté ?**

Oui, c'est ça, exactement, c'est pour ça que j'ai mis autant de temps à devenir titulaire. Ensuite, j'ai racheté mes quinze années et ça m'a coûté assez cher, plus de 5 000 euro je crois. C'est l'argent que j'ai donné pour rattraper ma pension.

### **Comment tu as vécu l'évolution de ton statut, avec toutes les réformes successives ?**

J'étais quand même assez angoissée au départ de pas avoir de poste ni quoi que ce soit, et puis en fait, ce que je ne savais pas, c'est que j'avais droit à la garantie de l'emploi. Mais ça, personne ne me l'avait dit. Et j'angoissais à chaque rentrée, alors que j'avais cette garantie depuis 1996. Si tu es contractuel et que tu es en poste au bout de six ans, tu es cd-isée. Mais ce qu'ils font à pas mal de collègues, c'est que quand ces collègues arrivent au bout de cinq ans, ils les nomment non pas en septembre, mais en octobre. Ils le font exprès. Ensuite, ils peuvent te dire que tu as un trou dans ta carrière et que tu ne peux pas être en CDI parce qu'il aurait fallu une année complète, voilà. Ils ont trouvé le truc en fait pour ne pas les cd-iser.

Sur l'évolution de ma carrière, j'ai constaté au bout d'un moment que tout se dégradait en fait.

D'abord, au niveau du comportement des élèves. Il n'y a plus de sanctions, il n'y a plus rien.

### **Tu peux me donner des exemples ?**

Ben moi, par exemple, j'ai été agressée en 2001. Une élève de sixième m'a tabassée. Elle était très grande et elle m'a donné des coups au visage et sur la poitrine parce que je lui avais demandé de partir en permanence et elle n'a pas accepté, voilà. Après, le principal et le proviseur, ils ont refusé de l'envoyer en conseil de discipline. Du coup, ils ont fait ce qu'on appelle une exclusion-inclusion, c'est-à-dire qu'elle est restée au centre de documentation et d'information (CDI) pendant une semaine et ils lui ont remonté les bretelles. Quand j'ai vu ça, je me suis dit que j'allais porter plainte. Normalement, on n'a pas le droit de porter plainte contre une mineure de moins de 13 ans et elle avait 12 ans. Mais j'ai tout de même pu porter plainte en insistant auprès d'un commissaire de ma connaissance. La police a mené son enquête et certains policiers sont venus dans le collège. Et ça, ça n'a pas du tout été bien perçu par le proviseur et le principal. Un mois après, en mars, j'ai appris que la gamine était partie pour étudier la vente. Elle avait aussi un frère qui avait des problèmes de comportement et qui avait été convoqué à la brigade des mineurs. J'ai appris aussi que cette fille avait frappé la mère de son foyer d'accueil. Ils étaient placés en foyer parce que leur mère était en hôpital psychiatrique. Donc, tu vois le tableau.

### **Et l'école n'offrait pas de soutien de ce point de vue-là ? Un soutien psychologique, à ces enfants et à toi ?**

Il ne faut pas rêver, ça ne se passe pas comme ça à l'Éducation nationale. Pour les gamins, il n'y a rien qui est fait. Et pour les profs, figure-toi que quand on n'est pas titulaire, on n'a pas le droit à la protection juridique du recteur. Après qu'est-ce que tu fais ? Et bien tu te syndiques, parce qu'il n'y a qu'un syndicat qui puisse te défendre. Je me suis donc syndiquée. C'était le seul moyen d'être épaulée, sinon tu ne sais pas vers qui te tourner.

### **Tu me disais que tu avais connu une dégradation de tes conditions de travail. Comment cela se passait t-il ?**

D'abord, il y a eu l'introduction des nouvelles technologies avec l'utilisation de l'ordinateur, du projecteur. D'un côté, c'est positif, parce qu'on peut s'appuyer

## Réflexions d'une enseignante en lutte

sur la technologie pour créer nous-mêmes nos propres leçons. On n'est plus forcément tributaire du manuel. D'un autre côté, on est dépendant de cette technologie. Par exemple, en ce moment j'ai mon unité centrale qui est cassée, donc je ne peux plus utiliser mon ordinateur, y compris pour faire l'appel. Et quand tu ne fais pas l'appel au bout d'une heure, et que tu ne l'as pas transmis sur ton ordinateur, parce que t'as pas Internet sur ton portable comme c'est mon cas, tu es considérée comme absente et t'es pas payée. Le proviseur se justifie en disant qu'un élève pourrait être à l'extérieur, avoir affaire à la justice ou quoi que ce soit et cela doit être couvert. J'ai donc été dans l'impossibilité de faire appel et j'ai perdu une journée de salaire. Une demi-journée égale une journée de salaire. C'est ce qui m'est arrivé au mois de janvier. Un autre aspect qui pose problème pour moi, c'est que, avec l'ordinateur et Internet, l'administration sait quand tu corriges tes copies et même quand est-ce que tu te connectes, etc. Ils veulent absolument que tu lises les mails de l'Académie de Versailles. Parfois, je n'ouvre même pas les mails parce que je sais qu'en le faisant, ils sauront que j'en ai pris connaissance. Ensuite, on vient te dire que t'as pas fait ci ou ça, alors que tu as pris connaissance de ces informations. Il y a aussi toutes ces formalités qu'on doit accomplir, c'est devenu incroyablement chronophage pour nous. Par exemple, dimanche soir, je cherchais des images parce que je n'ai pas le manuel et j'ai passé près de deux heures à faire cette recherche d'images sur Google. Il y a bien des manuels sous forme numérique mais ce ne sont pas ceux sur lesquels je m'appuie.

J'exerce dans un lycée général et technologique de l'Essonne. Notre lycée a une mauvaise image alors qu'on parvient tout de même à amener nos élèves jusqu'au baccalauréat. En fait, on est victime du mode de comptage statistique, parce que beaucoup d'élèves de seconde choisissent une spécialité qu'on ne fait pas. Ces élèves sont inscrits à partir de ce moment-là dans un autre lycée, et en les perdant dans nos statistiques, on nous fait passer pour un lycée nul.

### **Au niveau social et économique comment cela se passe ? Que penses-tu de tes conditions économiques et quel est l'impact du gel de votre point de salaire ?**

On a effectivement eu un gel du point d'indice, ce qui fait que nos salaires n'augmentent pas. Cela signifie qu'on peut avoir une augmentation de salaire uniquement en passant à l'échelon supérieur, c'est-à-dire tous les quatre ou cinq ans. Si tu as la chance d'être promu, non pas à l'ancienneté comme c'est mon cas, tu peux avoir cet avancement tous les deux ou trois ans, mais moi j'en bénéficie seulement tous les quatre ou cinq ans. Alors, au niveau des conséquences de ce gel d'indice, la première c'est bien évidemment qu'on gagne moins d'argent.

Alors les profs, lorsqu'ils sont confrontés à ces problèmes d'argent, ils essaient d'avoir d'autres fonctions comme celles de prof principal ou de coordonnateur. Avant, on pouvait gagner de 1 000 € à 2000 € de plus dans l'année en étant coordonnateur ou professeur principal. Il faut aussi considérer l'accroissement du travail administratif. Et depuis quelque temps, ils ont supprimé les conseillers d'orientation. Ce sont donc les professeurs qui prennent en charge cette activité. À présent, avec le parcours-sup, il existe plus d'un professeur principal. Par conséquent, le professeur principal ne touche plus la totalité de son indemnité, qu'il est obligé de partager avec un deuxième prof principal. Le parcours-sup, ça prend énormément de temps. Pour les conseils des deuxièmes et troisièmes trimestres, on travaille facilement plusieurs heures de plus à chaque fois. Parce qu'il nous faut analyser chaque point. Les gamins font 32 choix, et pour chacun, il faut préciser si ce choix est favorable ou non favorable, pour une classe de 30 personnes, c'est un temps énorme de travail. Une autre manière d'avoir des indemnités consiste bien sûr à accumuler les heures supplémentaires. À l'époque de Nicolas Sarkozy, ces heures n'étaient pas soumises à l'impôt, du coup, les professeurs avaient la possibilité de gagner plus d'argent en faisant ces heures supplémentaires, mais aussi en s'occupant des stages de réussite. Avec Hollande, on est revenu sur la dérogation à l'impôt. Me concernant, je dois dire que je ne peux plus en prendre parce que c'est complètement épuisant et je n'en peux plus.

Pendant 15 ans, j'ai été en plus vacataire à l'Université, mais j'ai mis un coup d'arrêt parce que là aussi, j'en avais ras-le-bol. Et ces heures ne sont pas comptabilisées en heures supplémentaires. C'est un plus, en quelque sorte. Comme la faculté d'Évry est très proche, il y a un côté pratique du fait de cette proximité, on peut se proposer pour faire des vacances. Mais surtout ça permet de maintenir et même d'améliorer son niveau sur un plan intellectuel, de faire autre chose et enfin de mettre un peu de beurre dans les épinards. Comme je te l'ai dit, j'ai arrêté parce que j'en ai marre de cette surcharge.

### **Est-ce que tu peux me parler des mobilisations à présent ? Quel type de mobilisations tu as pu observer et comment ça s'est passé pour toi ?**

Chez nous, le 5 décembre, il y a eu 72% de grévistes. J'appartiens à un lycée où il existe une forte conscientisation de l'action syndicale. Les gens défendent leurs revendications. C'est vrai que certains, parmi les plus jeunes, n'ont pas participé à ces mobilisations. Ils avaient l'air d'être indifférents. Mais ce n'est pas la majorité : il y a eu par exemple une jeune fille en CDI qui est documentaliste. Elle m'a dit : « j'ai vécu pas mal de galères, je sais ce que c'est d'être dans la galère,

## Réflexions d'une enseignante en lutte

pour moi c'est très important de me mobiliser parce que je n'ai pas envie d'avoir une retraite de misère ». Elle participe à toutes ces luttes intergénérationnelles et interprofessionnelles, elle a une autre vision des choses. Dans notre lycée, on a lancé beaucoup d'appels pour essayer de conscientiser et mobiliser un maximum de monde. Des cheminots sont venus aussi pour participer à nos assemblées générales. On a aussi mobilisé des professeurs d'Université et des étudiants. On participe aussi aux réunions à caractère interprofessionnel. Je ne l'ai pas fait pour toutes parce que certaines ont lieu en fin de journée et à l'autre bout de la région parisienne, ce n'est pas possible pour moi. En allant sur le site de Demosphère, on peut trouver la liste de toutes les manifestations et de toutes les réunions. On a également le support de certains comptes Facebook qui ont beaucoup de succès. Il y a par exemple celui qui s'appelle « 800 000 feignasses » mais le meilleur, c'est celui des « Stylos rouges ». Il réunit des gens qui sont hypermobilisés et très conscientisés.

Pour ma part, je n'ai jamais fait autant de grèves de ma vie. Depuis le projet Devaquet, en 1986, où j'avais fait trois semaines de grève, je ne me suis jamais autant mobilisée. En fait, j'ai fait grève à chaque fois que c'était possible et j'ai participé à toutes les mobilisations. Les 10 décembre, 16 décembre, etc. à chaque fois qu'il y avait une importante manifestation, je m'y rendais. Je dois t'avouer qu'au début, je ne voulais pas aller aux manifestations parce que j'avais peur en voyant toutes ces histoires de gens éborgnés, j'avais très peur. Finalement, je me suis décidée à participer quand même à des manifestations dès janvier et je les ai pratiquement toutes faites depuis. On fait également du tractage avec des collègues, y compris pendant les vacances de Noël, on n'a pas arrêté. On a également été sur des péages dans l'Essonne, on s'est beaucoup bougé. Une de mes collègues a été à Paris pour assister au concert de l'Opéra de Paris. Pendant les vacances, je suis partie assister à une réunion de l'assemblée générale de la coordination nationale des professeurs. L'objectif était de mettre en place des actions avec, notamment, une semaine noire qui est prévue le 16 mars pour décider des actions à mener. On a rejoint les enseignants de l'Université pour faire une grande grève à partir du jeudi 5 mars. Il y a eu aussi des liens qui ont été noués avec d'autres établissements, notamment aux Antilles, où ils sont entrés en grève depuis deux mois.

## **Comment vous faites pour participer à des actions communes et rester en lien avec eux ?**

C'est pas par la télévision et les médias dominants que l'information passe. Par conséquent, on utilise les réseaux sociaux pour échanger des informations sur des mobilisations communes. C'est un outil très important. C'est là qu'on peut vraiment échanger et recevoir des informations mais aussi, si je puis dire, déverser tout le trop-plein qu'on a accumulé depuis des années. C'est vraiment un ras-le-bol généralisé qu'on exprime maintenant et les professeurs osent parler, ils écrivent dans des médias, s'expriment. Là, j'ai senti un ensemble de revendications qui se combinent, tout est lié. On a le problème des retraites aussi et on va se faire avoir comme il faut. On a déjà perdu 40% de notre pouvoir d'achat.

Tu sais, les enseignants, dans les années 1980, ils ont eu une retraite correcte, et les salaires qu'ils avaient à l'époque n'ont rien à voir avec ce qu'on a aujourd'hui. Et puis moi, j'ai fait un bac+5 parce que c'est ce que je voulais, mais les petits jeunes aujourd'hui, on veut les obliger à faire un bac+5 avec un salaire de débutant à 1500 euro. C'est pour ça que le ministre de l'Éducation a annoncé qu'ils percevraient 100 euro de plus, mais finalement ça reste pas très loin du SMIC. C'est vraiment ridicule. Les jeunes n'ont pas envie d'être prof pour vivre ça. On manque de considération dans tous les domaines. Par exemple, en ce moment, j'ai un vrai souci avec une classe de seconde. Je ne sais pas combien de fois il faut insister pour essayer d'avoir le silence. Mais là où, vraiment, le ras-le-bol est profond, c'est parce qu'on ne peut pas renvoyer les élèves. Là, on te dit que tu manques d'autorité, que tu dois gérer, que tu dois renvoyer un élève seulement s'il y a atteinte à la personne, que tu es frappée par exemple.

## **Concernant les élèves justement, est-ce que vous mettez en place un discours pour leur faire comprendre vos mobilisations ? Et avec les parents d'élèves, est-ce que vous arrivez à communiquer sur les raisons de vos mobilisations ?**

En principe, on n'a pas le droit d'exprimer ses idées auprès des jeunes parce que, pour l'administration, cela signifie qu'on veut leur faire du lavage de cerveau, les embrigader, etc. Donc, en principe, on n'a pas le droit. Mais, en réalité, tout le monde le fait. J'ai expliqué également aux parents que je perds 55% de mes droits avec les réformes en cours, et ils ont compris, pour la plupart. Au niveau des associations de parents, les positions sont partagées. Par exemple, sur le sujet de la réorganisation des épreuves du bac, les parents d'élèves FCPE soutiennent le nouveau bac, alors que les responsables de la FCPE sont absolument



## Réflexions d'une enseignante en lutte

contre. Donc, ce sont des postures complètement différentes, des positions de personnes et non pas des positions de parti ou de mouvement.

### **Quel sens donnes-tu à l'ensemble de ces mesures annoncées, dans le domaine de l'enseignement ou dans d'autres domaines, en rapport avec ce gouvernement et peut-être ceux qui l'ont précédé ?**

Bien sûr, tout cela concerne le système public. Le cœur du problème, c'est le service public. En fait, l'objectif, c'est de faire en sorte que le bac national se distingue du bac local. Au niveau des sujets, des enseignants pourront choisir leur sujet dans chaque lycée. Et puis, si on ne nous paie pas beaucoup cette année pour corriger, l'année prochaine on nous annonce déjà qu'on n'aura plus rien. Leur raisonnement est simple. Puisque l'examen est, en quelque sorte, considéré comme un contrôle continu, on peut nous rétorquer qu'on va pas nous payer pour corriger, que ça fait partie de nos charges de prof. Avec la réforme, les élèves pourront prendre des cours particuliers pour avoir un meilleur dossier. Il n'y aura que les riches qui pourront prendre ces cours et réussir. Tu vois, ça crée des inégalités importantes. C'est la logique même de la nouvelle réforme. Elle fait en sorte de rendre les mathématiques très difficiles, l'option maths étant presque inaccessible. En conséquence, des postes vont être supprimés aussi. Tout cela procède de la même logique.

### **Si je comprends bien, tu trouves une logique sociale dans toutes ces mesures ?**

Oui, absolument, il s'agit du démantèlement des services publics. On peut même parler de casse. Les dirigeants savent très bien que les gens seront découragés. Il y aura toujours des contractuels parce que les gens ont besoin de manger. Et donc, ce sera des gens qui ne sont pas formés. Moi, je dois t'avouer que lorsque j'étais non titulaire, je n'étais pas formée. Et je constate qu'il y a de plus en plus d'étrangers, ce qui signifie que la profession n'est plus valorisée. C'est révélateur d'une dégradation, parce que ça signifie que les nationaux ne veulent plus choisir ces métiers. Les étrangers acceptent davantage des conditions difficiles parce que c'est une condition *sine qua non* pour rester en France. La plupart d'entre eux sont venus faire des études. Par exemple, j'ai un collègue qui a fait des études d'ingénieur dans son pays, mais comme ses diplômes ne sont pas reconnus, il ne peut pas être employé comme ingénieur. Une autre de mes collègues, qui vient d'Algérie, a travaillé dans le domaine de l'aéronautique dans son pays mais elle ne peut pas être embauchée en France parce que ses

éventuels employeurs devraient payer l'État algérien en contrepartie. Donc, les personnes concernées commencent par refaire des études en France, et elles sont nombreuses à exercer le métier d'enseignant, dans leur spécialité. Au début, ces gens travaillent à temps partiel et après quelques années, ils deviennent professeur à temps complet. Finalement, ils restent à ce poste parce qu'ils se rendent compte qu'ils ne peuvent pas devenir ingénieur, par exemple, et ils se disent que finalement, c'est une solution raisonnable et ils peuvent ainsi gagner leur vie.

### **Est-ce que tu penses que ces personnes étrangères revendiquent moins leurs droits que leurs collègues français ? Si oui, pourquoi ?**

Sincèrement je crois que le fait de revendiquer, pour des gens qui viennent de certains pays autoritaires, c'est très difficile. Dans leur pays d'origine, c'est presque impossible. Par conséquent, c'est vrai qu'ils ne font pas grand chose, certains rechignent même à assister aux réunions d'information syndicales. Ils se présentent simplement pour demander s'il leur faut attendre les élèves. Je crois qu'ils ont peur de perdre leur emploi, d'être mis à l'index et de ne pas être de nouveau embauchés. Pour être honnête, je les comprends, lorsque j'étais non titulaire j'avais également peur de ça.

### **Concrètement, ça change quoi dans vos vies, ces différentes mesures ?**

Et ben, comme je te l'ai dit, sur un plan matériel, on a connu aussi une vraie dégradation de nos conditions de vie. D'abord, quand tu ne gagnes pas bien ta vie, c'est difficile de se loger dans certains quartiers. Par exemple, j'ai un collègue de philosophie qui habitait dans le XIV<sup>e</sup> arrondissement. Lorsqu'il a terminé son doctorat, il s'est marié et avec son épouse enceinte, il cherchait un logement. Mais les loyers sont tellement inaccessibles qu'ils ont été obligés de quitter Paris pour Évry, qui est une ville ouvrière. À un moment, ça devient indispensable de franchir le périphérique. Ce collègue a passé l'agrégation et a été admissible à deux reprises. À ce titre, il percevait une prime. Les macroniens n'ont rien trouvé de mieux à faire que de la supprimer. L'un des moyens de gagner plus d'argent effectivement, pour un prof, c'était de passer l'agrégation. Du coup, il se demande vraiment s'il va persévérer et passer encore ce concours. Le seul moyen d'avoir de meilleures conditions de vie, c'est de quitter Paris. J'ai une autre collègue qui enseigne comme professeur de lettres. Elle vivait dans un deux pièces, dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement. Et comme elle et son compagnon se sont séparés, elle

## Réflexions d'une enseignante en lutte

ne peut plus assumer de payer et a dû aller dans la banlieue, plus exactement à Maisons-Alfort. Et d'ailleurs, la plupart de mes collègues subordonnent leur choix de vote à l'octroi de meilleures conditions de logement pour les classes moyennes.

Pour s'en sortir, il y a la possibilité de faire des heures supplémentaires. Un de mes collègues professeur de mathématiques faisait des heures supplémentaires pour payer les études de ses enfants. Et il a fait une crise cardiaque, il y a trois ans. Il avait été arrêté déjà presque six mois. Les gens sont de plus en plus surmenés. Au niveau économique, lorsque je prévois de partir en vacances, je dois faire des tas de calculs. Je voulais partir une semaine à la Toussaint mais aussi pour les vacances d'été, avec ma famille. Même en choisissant les périodes les moins chères et des destinations proches, c'est hors de prix et souvent inaccessible pour ma bourse.

### **Tu me parlais, en plus de la dégradation matérielle, du surmenage qui touche les profs. Est-ce que tu es concernée ?**

Clairement. Pour éviter le surmenage, j'ai dû faire un lâcher-prise sur certaines choses. Avant, je me levais souvent tard pour dormir plus et je partais au dernier moment à l'école. Maintenant, je prends le temps. Je me lève plus tôt pour prendre mon petit-déjeuner en étant très au calme. C'est très important pour tenir le coup au niveau du stress.

### **Est-ce que tu es toujours motivée par ton travail ou au contraire découragée ?**

Je dirais que c'est plus que de la démotivation. Je ne parle pas uniquement du fait d'être mal payée, ça va bien au-delà de ça. Ce métier que j'exerce, il ne correspond plus à l'idée que je m'en faisais quand j'ai commencé. Je te donne un exemple, sur la perte de sens de mon métier de prof d'anglais, c'est ces réformes ridicules, ces méthodes qu'on nous impose même quand on sait que ça marche pas. À mes élèves, on leur donne l'illusion qu'ils parlent anglais en utilisant une nouvelle méthode qui vient des États-Unis. On organise des groupes au sein des élèves pour les encourager à parler anglais mais en fait, je constate que c'est une illusion parfaite parce qu'il y en a toujours un qui parle pour les autres et la plupart ne font aucun effort.

### **Du coup, tu n'as plus envie de te donner à 100% ?**

Ah non, c'est terminé. En fait, depuis 2013, avec la nouvelle réforme, on passe énormément de temps sur l'ordinateur à préparer les cours, à chercher tel truc, pour que tout soit bien fait. Ces tâches sont très chronophages. Avec le système en cours, on remplit des notes encore et encore, tout cela prend énormément de temps. Si on y ajoute l'invasion des nouvelles technologies, tous ces outils nous compliquent tellement la vie alors qu'ils sont censés nous aider à gagner du temps.

### **Est-ce qu'il t'arrive d'avoir envie d'abandonner ?**

Très souvent. En fait, après mon agression, cette idée m'est souvent venue. J'ai une amie qui va faire une formation pour enseigner aux enfants qui ont des difficultés, notamment les autistes. J'ai pensé faire la même chose mais ça me paraît très dur. Je ne me sens pas capable d'enseigner à des enfants qui ont des difficultés majeures, j'ai peur que ce soit moralement très dur. Je préfère faire des formations pour exercer une autre profession qui me permettrait d'être vraiment utile, comme hortultrice ou naturopathe. J'ai 52 ans et tu vois, il y a peu, je me disais que dans moins de dix ans, je serai en retraite. Mais en fait, ce n'est pas bon de faire ce genre de calcul. Il faut pas attendre la retraite, il faut vivre au jour le jour. Si je te dis cela, c'est parce que je pense à mon père qui fonctionnait ainsi. Il attendait la retraite et en fait, à peine retraité, il est tombé très vite malade et en est mort. De ça, je tire la conviction que ça ne sert à rien d'attendre. J'ai envie de partir à l'étranger pour enseigner.

Je pensais un moment exercer au sein du lycée international d'Alger mais j'ai appris que les Algériens ne sont pas recrutés parce qu'on craint qu'une fois installés dans leur pays d'origine, ils décident d'y rester. Je ne peux pas exercer au lycée français d'Alger comme prof d'anglais. Si je décidais de partir en Grande-Bretagne, il faudrait que je sois prof de français, or c'est une discipline qui ne m'intéresse pas. Je devrais alors changer de métier, peut-être dans le domaine du tourisme. Mais beaucoup de ces métiers requièrent certains diplômes que je n'ai pas et ça me paraît assez compliqué.

### **Enfin, est-ce que tu gardes de l'espoir vis-à-vis des mouvements sociaux, ou non ?**

Non. Malheureusement, il aurait fallu une révolution, je crois, pour que les réformes actuelles ne soient pas mises en place. Je pense que cela va passer en

## Réflexions d'une enseignante en lutte

force. Macron méprise tellement le peuple et je suis bien contente de ne pas avoir voté pour le deuxième tour.

### **Est-ce qu'il y a, malgré tout, des aspects dans ce mouvement social qui puissent être considérés en termes positifs, ou non ?**

Effectivement, j'ai observé des aspects très positifs dans ce mouvement social. D'abord, les grévistes étaient très solidaires et pour certains, ils se sont estimés changés par l'expérience. Je crois aussi qu'il y a une certaine créativité qui émerge. Je l'ai vu apparaître dans des slogans mais aussi les plans d'actions qu'on évoquait dans la salle des professeurs. Mes collègues ont tenu une grande pancarte pour indiquer le nombre de jours cumulés de la grève. L'objectif est de montrer que les grévistes sont nombreux et motivés. Un jour, j'ai rencontré une enseignante qui faisait une quête pour une caisse de grève au collège. On a longuement discuté. Tu vois, avant, il ne me serait pas venu à l'idée de discuter avec une inconnue dans la rue, surtout sur des sujets politiques. Et en fait, je me suis aperçue que la manifestation rapproche beaucoup de gens. J'ai vu également, dans les transports, que des militants affichaient clairement leur identité syndicale. Avec les cheminots, on a organisé des repas et des concerts, notamment à Brétigny, des retraites au flambeau.

Tu vois, le sujet sur les retraites, on peut pas espérer le voir traiter à la télévision. Heureusement, il y a les réseaux sociaux. On fait également un travail de pédagogie en affichant nos revendications. Je peux te parler par exemple d'un de mes collègues. Il avait envie d'abandonner sa carrière, alors qu'il est jeune. Il aime son travail, mais il se sent coincé. Alors que ce collègue était dans un état lamentable, moralement, et qu'au début, il ne voulait pas se mobiliser, il s'est rendu à la retraite aux flambeaux et a avoué que c'était sa première manifestation. Mais surtout, à l'issue de ce rendez-vous, il était très content et semblait sur un petit nuage. Certains manifestants se sont rendus au rectorat de Bordeaux et l'ont muré. Je pense que le gouvernement va passer la loi en force. Du coup, avec les camarades, on a appelé à une nouvelle grève le 8 mars. Ce qui est fou, c'est que même certains lycées d'élite comme le lycée Lakanal ou Louis le Grand sont en grève reconductible depuis le 5 décembre. Le personnel en a ras-le-bol et met en ligne des vidéos sur YouTube. C'est un mouvement qui atteint tout le monde et les gens sont hypersolidaires pour s'opposer à ces réformes injustes.

\* \* \*